

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

27 juillet 2020

Rédacteurs

Gestion

Recherche Economique

L'Europe va-t-elle convaincre les investisseurs ?

L'Europe va-t-elle convaincre les investisseurs ?

Dans le précédent suivi hebdomadaire, nous avons commenté les choix d'allocation des investisseurs américains au deuxième trimestre. Ils favorisaient les obligations privées et certains secteurs au sein des actions. Nous commentons aujourd'hui les flux de collecte du deuxième trimestre sur le droit européen : les investisseurs souscrivent 93 Mds€ sur les fonds obligataires et 42 Mds€ sur les fonds d'actions, avec un prisme ... mondial.

Sommaire

Suivi des marchés p2
Marchés obligataires
Marchés actions

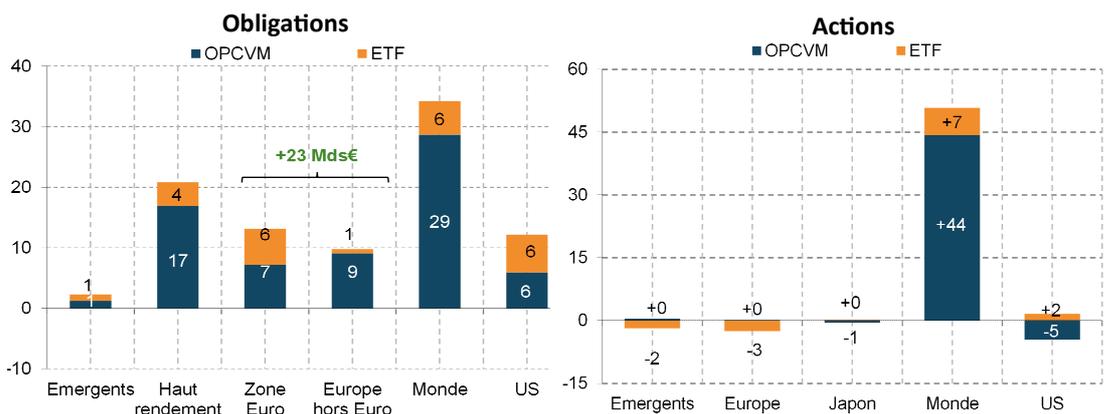
Suivi macroéconomique p3
Etats-Unis
Europe
Asie

Les marchés de taux ont été portés au deuxième trimestre par un mouvement généralisé de baisses de taux directeurs et des mesures d'achats non conventionnelles prises par les grandes banques centrales dans le monde. Sur cette période, les investisseurs européens se sont positionnés en faveur des obligations, avec des souscriptions de 35 Mds€ sur la catégorie « Monde », de 23 Mds€ sur les obligations européennes et de 12 Mds€ sur les obligations américaines. Ils ont également souscrit sur les trois mois des fonds d'obligations privées à haut rendement pour 21 Mds€ , permettant à la collecte annuelle sur cette catégorie d'atteindre +8 Mds€ (la collecte de l'année 2019 sur cette catégorie était déjà très importante à +19 Mds€).

Côté actions, une seule catégorie attire tous les flux. Les fonds d'actions « monde » collectent 51 Mds€ sur le trimestre tandis que toutes les zones géographiques distinctes sont vendues : -3 Mds€ sur l'Europe et les Etats-Unis, -2 Mds€ sur les émergents et -1 Md€ sur le Japon. Cette collecte est réalisée à plus de 85% sur les OPC de gestion active. Nous observons donc la prise de risque actions des investisseurs sans aucune préférence géographique, à la seule recherche d'une exposition au marché.

Le deuxième trimestre compense donc en partie les sorties du premier trimestre. Sur le semestre, la collecte est quasi nulle sur les fonds d'actions (-4 Mds€) et légèrement positive sur les fonds obligataires (+7 Mds€). Au sein de ces deux classes d'actifs, les expositions à l'Europe font l'objet de rachats, au profit des catégories « monde ». L'Europe a trouvé un accord sur son plan de relance économique il y a quelques jours mais son marché actions accuse toujours un retard de performance par rapport au marché américain. Observera-t-on un regain d'intérêt relatif des allocataires pour l'Europe dans la deuxième partie d'année ?

Flux nets de souscriptions sur les OPC et ETF de droit européen au T2 2020 (Mds€)



Sources : Morningstar, Pôle Multigestion Covéa Finance

Suivi des Marchés

Obligataires

L'accord auquel est parvenu le sommet européen sur un plan de soutien aux états est salué par le marché. Les rendements obligataires sont en baisse, et plus particulièrement les taux des pays du Sud. Ainsi, le taux allemand à 10 ans a touché un plus bas à -0.49%, celui de la France -0.18% avant de remonter en fin de semaine sur fonds de statistiques économiques européennes encourageantes (PMI en hausse sensible à 54.8). L'Italie voit son écart de rendement avec l'Allemagne se réduire sous 150 pbs à 147 pbs, avec un 10 ans qui finit la semaine à 1.01% après avoir touché 0.98% au plus bas. L'Espagne et le Portugal profitent également du mouvement, leur taux à 10 ans clôturant la semaine à 0.35%. Aux Etats-Unis, la dégradation de la situation sanitaire, l'absence d'accord au Congrès sur les mesures de soutien à l'économie alors que les statistiques économiques restent tendues, et les tensions continues avec la Chine ont conduit les taux à la baisse, le 10 ans finit la semaine en baisse de 3 points de base (pbs) à 0,58%. Dans le même temps, le dollar continue de s'affaiblir à 1.1656 en fin de semaine.

Actions

Les marchés actions européens sont en repli d'1,3% sur la semaine (Indice MSCI EMU, Union Economique et Monétaire européenne), augmentant sa baisse depuis le début de l'année à -11,5%. Cette semaine est à placer sous le signe des publications et de la résilience pendant la crise. Remarquons d'abord la hausse marquée de la consommation de base (+1,1%) à laquelle la hausse d'Unilever (+6,6% expliqué par la publication d'un CA stable sur ce trimestre) à nettement contribué. Dans le détail, la performance de +0,1% de l'immobilier regroupe les performances de valeurs d'immobilier locatif comme Vonovia (+1,2%) et d'immobilier commercial plus affecté par la crise comme Unibail (-4,5%). De même la consommation cyclique en repli d'1,5% masque une hausse de l'automobile et une baisse marquée de l'hôtellerie sur fond de possibles reprises en Europe de mesures anti-pandémiques. La technologie (et en particulier le secteur des semi-conducteur) a souffert cette semaine suite à un communiqué d'Intel qui faisait état de 6 mois de décalages quant à sa production de puces 7nm de nouvelles générations. La santé enfin ferme la marche (-2,3%) mais reste en tête du classement depuis le début d'année avec la technologie et les services aux collectivités. La Finlande grâce à la bonne publication de Neste (+12%) réalise une hausse de 2,8%. L'Europe (-1,6%) tirée par une baisse de l'Angleterre (-2,6%) progresse moins que la Zone Euro (-1,3%).

Semaine chahutée sur le marché américain toujours dans le contexte de remontée des tensions sino américaines. La perspective de l'élection présidentielle américaine entraîne un durcissement de la posture diplomatique à l'égard de la Chine, augurant de semaines tendues d'ici Novembre. Sur la semaine, près d'un quart des sociétés du S&P 500 ont publié leurs résultats pour le second trimestre, faisant ressortir une baisse de l'ordre de 15% des ventes et de 40% des bénéficiaires sur un an. Parmi les nouvelles majeures sur le front microéconomique, on notera le nouveau retard technologique d'Intel, incapable de lancer sa nouvelle génération de puces et renforçant sensiblement les positions concurrentielles d'AMD, Nvidia et TSMC. Enfin, cette semaine, on suivra avec attention l'audition des Pdg de Amazon, Facebook, Apple et Alphabet par une commission parlementaire dans le cadre d'une enquête sur les abus de position dominante.

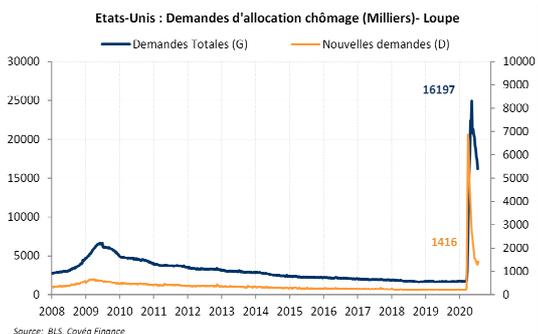
En Asie, les marchés ont évolué en ordre dispersé sur la semaine dans un contexte de tensions commerciales Chine-Etats-Unis. Sur la semaine, l'Inde est le marché le plus performant et marque sa 6ème semaine de hausse consécutive. Cette bonne performance s'explique par des chiffres au niveau micro économique meilleurs qu'attendus. Quant à Taiwan, le marché est soutenu par l'annonce du gouvernement d'un budget supplémentaire pour contrer les impacts négatifs du Covid-19. Notons que la Chine a annoncé autoriser les assureurs à investir jusqu'à 45% de leurs actifs en actions, facteur de soutien supplémentaire aux marchés actions. Du côté des moins bons performeurs, les pays de l'Asean baissent en raison de leur dépendance au tourisme avec les inquiétudes grandissantes un peu partout dans le monde autour de la vigueur du coronavirus.

Suivi Macroéconomique

États-Unis

« Pour la première fois depuis mars, les inscriptions au chômage progressent de nouveau »

Dans une **nouvelle escalade des tensions entre Chine et Etats-Unis, le gouvernement américain a ordonné la fermeture du consulat chinois de Houston (Texas)** afin de « protéger la propriété intellectuelle américaine », sans plus de détails sur les raisons de cette fermeture. Celle-ci intervient dans un contexte de nouvelles accusations d'espionnage à l'encontre de hackers chinois, notamment concernant les recherches sur un vaccin contre le covid-19. La Chine a aussitôt qualifié cette décision de « provocation politique » et répondu par la fermeture du Consulat américain de Chengdu, dans le sud-ouest de la Chine. Les Etats-Unis disposent au total de 7 missions diplomatiques en Chine, dont l'ambassade à Pékin.



Sur le plan sanitaire, **le nombre de nouveaux cas journaliers de covid-19 n'a pas accéléré mais se maintient sur un niveau record proche de 70 000 personnes.** Cette situation a conduit de nombreux Etats à interrompre, voire inverser, la levée des mesures de distanciation, ce qui pèse sur l'activité. Ainsi **pour la première fois depuis mars, les inscriptions au chômage progressent de nouveau.** Les nouvelles demandes d'allocations chômage sont passées de 1,307 millions à 1,416 millions la semaine du 18 juillet, confirmant une dynamique plus faible sur le marché du travail depuis fin juin.

Les demandes totales d'allocations ont maintenu par contre leur décline (16,2 millions la semaine du 11 juillet, après 17,3 millions), ce qui suggère une poursuite des réembauches (personnes au chômage qui retrouvent un emploi).

Dans ce contexte sanitaire, **les indicateurs d'enquête PMI ont enregistré un progrès modeste en juillet.** L'indice dans les services s'établit à 49,6 après 47,6, un niveau qui suggère une stabilisation de l'activité après 4 mois de fort recul (le seuil de 50 sépare contraction et croissance). Dans le manufacturier, le PMI passe de 49,8 à 51,3, renvoyant pour la première fois depuis février à une hausse séquentielle du niveau d'activité. Si une certaine stabilisation semble ainsi s'être dessinée en juillet, rappelons que les niveaux d'activité restent très nettement inférieurs à ceux de début d'année.

Dans l'immobilier, les ventes de logements anciens ont rebondi en juin, s'inscrivant en hausse de 21% en glissement mensuel. Par région, la hausse est particulièrement forte dans le sud (+26%) et dans l'ouest (+32%). Cette progression ne permet pas d'effacer la contraction très marquée des deux mois précédents, liée aux mesures de confinement, et laisse le niveau des ventes en juin 11% en deçà du niveau de juin 2019. Côté prix, la dynamique est haussière sur le mois (+3,8%) après le fléchissement enregistré en mai (-1%). En rythme annuel, la croissance des prix se reprend légèrement à 2,6% (contre un rythme proche de 6% en début d'année). Au-delà d'un effet de rattrapage, la baisse des taux immobiliers, sous l'impulsion de l'assouplissement monétaire de la Fed, a pu participer à la dynamique des ventes. Le taux hypothécaire fixe moyen à 30 ans est passé de 3,70% début janvier à 2,98% à la mi-juillet, ce qui constitue un point bas historique.

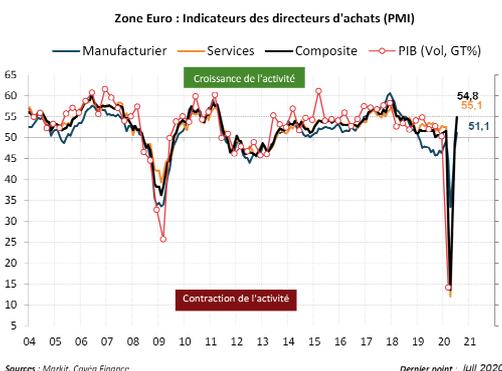
Sur le plan politique, après plusieurs jours de négociations, **la Maison Blanche et les membres Républicains du Congrès ont abouti à une proposition commune de nouveau plan de soutien budgétaire,** pour un coût estimé à 1000 Mds\$. Le texte, dont les détails doivent être présentés lundi 27 juillet, prévoit une nouvelle salve de paiements directs aux ménages de 1200\$ par adulte (similaire à celle votée fin mars), une enveloppe de 100 Mds\$ pour soutenir les écoles et universités, et des montants pour développer les campagnes de tests du covid-19. Le plan ne prévoit pas de prolonger les allocations chômage supplémentaires de 600\$ par semaine votées en mars et qui expirent le 31 juillet. Elles seraient remplacées par une allocation à hauteur de 70% du dernier salaire, potentiellement plus complexes à mettre en œuvre. L'administration Trump estime que le montant de 600\$ par semaine en plus des allocations standards est trop élevé et n'incite pas les bénéficiaires à chercher un emploi. Ce point risque d'être un sujet de crispation dans les négociations qui s'annoncent dans les prochains jours avec les Démocrates (majoritaires à la Chambre des Représentants), eux qui plaident pour une prolongation des allocations exceptionnelles de 600\$ jusqu'à la fin d'année.

Suivi Macroéconomique

Europe

« Les indices PMI se redressent en juillet »

Cette semaine a été marquée par la publication des premiers indicateurs de confiance pour le mois de juillet. **L'indice composite du climat des affaires des directeurs d'achat (PMI) se redresse nettement pour atteindre 54,8 (contre 48,5 en juin)**. Ce rebond est principalement porté par le secteur des services (PMI à 55,1) tandis que l'amélioration du secteur manufacturier est plus modeste (PMI à 51,1). Par pays, la reprise de l'activité a été généralisée. En France, l'indice PMI Composite est passé de 51,7 à 57,6 tandis qu'il a atteint 55,5 en Allemagne, contre 47 en juin. L'amélioration de l'industrie a été plus marquée en France (PMI Manufacturier à 52) qu'en Allemagne (PMI à 50). Cette amélioration apparente de la conjoncture traduit néanmoins un effet de rattrapage lié à la fin des mesures sanitaires. En effet, l'indice PMI est un indice de



diffusion renseignant sur l'évolution du climat des affaires par rapport au mois précédent. Le fait qu'un nombre important d'entreprises enregistre une hausse de l'activité par rapport au mois précédent est donc logique au vu du plongeon de l'activité enregistré au cours des périodes de confinement. La vitesse et l'ampleur de ce rebond n'étaient toutefois pas acquis. Au-delà de cette amélioration séquentielle, les sous-composantes des indices PMI montrent que les perspectives d'activités restent très incertaines. En effet, les entreprises de la Zone euro ont continué à supprimer des effectifs à un rythme important en juillet dans un contexte d'excédent de capacité encore élevé. Bien que le taux de réduction de l'emploi ait fléchi depuis mars, il demeure très élevé. **A court terme, la fin de certaines mesures de soutien à l'emploi et aux entreprises devrait entraîner une augmentation du chômage et des défaillances qui pourraient mettre en péril cette fragile phase de rattrapage.**

En France, l'indicateur de climat des affaires de l'INSEE se redresse également mais demeure largement en-deçà des niveaux d'avant crise et de sa moyenne de long-terme. Il en est de même pour l'indicateur du climat de l'emploi. Les entreprises du secteur industriel rapportent par ailleurs que le taux d'utilisation des capacités de production reste, à 74%, sur un niveau bien inférieur à celui d'avant crise.

Si les indicateurs de climat des affaires, PMI et INSEE, se redressent, la confiance des ménages repart à la baisse en juillet en Zone euro. D'après l'indicateur préliminaire de la Commission européenne, la confiance des consommateurs s'est légèrement contractée en juillet à -15 (-0,3 pt). Ainsi, le **rebond post-épidémie aura été de courte durée et les redressements enregistrés en mai et juin n'ont clairement pas permis à l'indicateur de retrouver un niveau proche de sa moyenne de long terme (-11,1)**. Ces chiffres amènent à nuancer le rebond encourageant des ventes au détail sur le mois de juin qui pourrait, lui aussi, s'essouffler rapidement alors que l'effet de rattrapage se dissipe et que l'épargne de précaution des ménages se renforce. Ce retournement de la confiance pourrait s'expliquer en partie par la progression des chiffres de l'épidémie et par les craintes sur les perspectives de l'emploi.

Au niveau sanitaire, la situation reste incertaine en Europe. La reprise, progressive, du nombre de cas dans plusieurs pays d'Europe suscite la vigilance de l'OMS, qui s'est déclarée « inquiète » de la résurgence du virus dans la région.

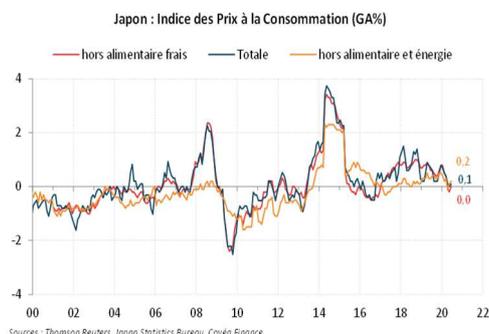
Le Parlement européen demande un amélioration du cadre financier pluriannuel 2021-27 pour qu'il soit accepté. En effet, l'accord du Conseil européen du 21 juillet sur le plan de relance et le budget doit encore passer par le Parlement qui peut voter des amendements au projet. Ces derniers feront ensuite l'objet de négociations entre le Parlement et le Conseil européen avant qu'un accord puisse être validé. Le Parlement a déjà réagi à la proposition du Conseil à travers différents communiqués de presse renforçant une position déjà affirmée depuis plusieurs semaines. Si le Parlement accueille positivement l'accord sur la relance économique, il déplore que l'apport de fonds supplémentaires à court terme se fasse au détriment des financements de long terme. Par ailleurs, le Parlement souhaite que les annonces sur la création de nouvelles sources de revenus à l'échelle européenne soient accompagnées d'un engagement juridiquement contraignant. Aussi, il souhaite la mise en place d'un contrôle démocratique de l'instrument de relance de l'UE avec une implication du Parlement et la mise en place de mécanismes clairs reliant le financement de l'UE au respect de l'État de droit. Le Parlement affirme que « *les députés sont prêts à ne pas approuver le budget à long terme si l'accord n'est pas amélioré* ».

Au Royaume-Uni, l'indicateur PMI composite indique, lui-aussi, un rebond de l'activité au mois de juillet et atteint 57,1 (contre 47,7 le mois précédent). Cette reprise est portée principalement par le secteur des services (PMI à 56,6) tandis que l'indice PMI du secteur manufacturier atteint 53,6. Comme pour la Zone euro, cette amélioration séquentielle traduit, pour partie, un rebond technique. L'horizon à court terme reste incertain, en particulier dans un contexte où les entreprises continuent d'enregistrer des pertes d'emplois. **Au mois de juin, les ventes au détail enregistrent un deuxième mois consécutif de forte progression (+14% environ par rapport au mois précédent).** Les secteurs les plus touchés par les mesures de confinement continuent de se reprendre avec tout de même une proportion plus importante des achats effectués sur internet. Dans ce contexte, le niveau des ventes au détail rejoint celui de décembre 2019. La reprise, là aussi mécanique, des ventes de biens ne signifie pas pour autant que la consommation continuera de soutenir l'activité au cours des mois à venir. La hausse du chômage et de l'épargne pourrait venir mettre un terme à cette bonne dynamique.

Suivi Macroéconomique

Asie et reste du monde

« En Corée du Sud, le PIB enregistre une baisse de 3,3% au T2 2020 »



La Banque Populaire de Chine a maintenu sa politique monétaire largement inchangée en juillet. Les taux de référence sur les prêts à 1 an et 5 ans restent inchangés à 3,85 % et 4,65 %, respectivement. Seuls des assouplissements très ciblés ont été enregistrés pour les PME et le secteur agricole.

Au Japon, l'inflation reste atone en juin. L'indice des prix à la consommation a progressé de seulement 0,1 % sur le mois. L'inflation frôle donc la contraction pour le troisième mois consécutif, notamment en lien avec une demande toujours contenue par les risques épidémiques.

En Corée du Sud, le PIB enregistre une baisse de 3,3% au T2 2020, soit un recul de 2,9% en glissement annuel en lien avec l'épidémie de Covid-19. Les secteurs de l'industrie manufacturière (-9% en rythme trimestriel), du

transport et stockage (-8,6), de la culture (-9,3%) et de l'agriculture (-9,7%) sont les plus affectés alors que les services d'eau, gaz et électricité (+2,8%) et de la finance et assurance (+3,7%) enregistrent de bonnes performances.

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		févr.-20	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20		
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-0,2	-4,8	-16,3	-15,4	-10,8			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	3,1	-4,3	-16,3	-9,8				
	Créations / Destructions nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	251	-1373	-20787	2699	4800			
	Exportations (volume, CVS, GA%)	1,3	-5,1	-22,0	-28,3				
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	3,0	3,4	8,0	6,6	5,0			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	2,3	1,5	0,3	0,1	0,7			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4483,9	4600,6	4673,5	4729,0	4727,5		
		Taux de chômage (%de la population active)	7,2	7,1	7,3	7,4			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,2	0,7	0,3	0,1	0,3		
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	93,8	81,0	70,3	81,6	93,6		
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	2,8	0,0	-5,8	6,8			
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	1,9	-15,2	-37,1	-29,4			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	1,5	-11,5	-31,0	-25,5			
	France	Banque de France - Climat des affaires (indice)	94,8	53,9	50,0	83,1	89,2		
		Climat dans le secteur de la construction (Indice)	10,8	8,9	-16,0	-19,2	-16,1		
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-1,3	-16,5	-32,7	-8,3			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,5	-17,8	-35,0	-23,4			
	Italie	Exportations (valeur, CVS, GA%)	-1,2	-18,7	-44,1	-37,3			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,3	-29,4	-43,4	-20,3			
		PMI Manufacturier (Indice)	48,7	40,3	31,1	45,4	47,5		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	4,4	-14,4	-44,0	-25,6			
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-1,7	-14,1	-34,1	-24,5			
		PMI Manufacturier (Indice)	50,4	45,7	30,8	38,3	49,0		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	0,8	-16,3	-39,9	-31,3			
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,2	-7,4	-23,9	-20,1			
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	0,0	-6,1	-22,8	-13,0	-1,7		
		Inflation (prix à la consommation, GA%)	1,7	1,5	0,8	0,5	0,6		
	Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	-3,1	-6,9	-12,0	-13,9		
			Exportations (valeur, CVS, GA%)	-5,8	-10,7	-22,6	-25,4	-26,8	
			Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	0,8	0,1	-0,7	-2,3		
Chine		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,5	0,4	0,1	0,0	0,1		
		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	-13,5	-1,1	3,9	4,4	4,8		
		Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)	-39,2	-25,9	-18,7	-11,8	-7,7		
Autres émergents	Brésil	Importations (valeur, NCVS, GA%)	126,3	-1,1	-14,2	-16,6	2,7		
		Production industrielle (volume, CVS, GA%)	0,2	-8,0	-25,6	-20,4			
	Russie	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	4,0	3,3	2,4	1,9	2,1		
		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	3,3	0,4	-6,6	-9,6	-9,4		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	2,3	2,6	3,1	3,0	3,2		

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Économiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	25/06/20	24/07/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 25/06/20 (% ou pbs)*
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	0,25	0,25	-1,50	0,00
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		BOE	0,75	0,10	0,10	-0,65	0,00
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00
		Banque de Corée	1,25	0,50	0,50	-0,75	0,00
		Brésil	4,50	2,25	2,25	-2,25	0,00
		Russie	6,25	4,50	4,50	-1,75	0,00
		Inde	5,15	4,00	4,00	-1,15	0,00
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00
	Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	0,69	0,59	-1,33	-0,10
		France OAT	0,12	-0,12	-0,15	-0,27	-0,02
		Allemagne	-0,19	-0,47	-0,45	-0,26	0,02
		Italie	1,41	1,31	1,00	-0,42	-0,31
		Royaume-Uni	0,82	0,15	0,14	-0,68	-0,01
		Japon	-0,01	0,02	0,02	0,03	0,00
		Corée du Sud	1,63	1,34	1,30	-0,32	-0,03
Brésil		3,71	4,90	4,70	0,98	-0,21	
Russie	6,28	5,72	5,82	-0,46	0,10		
Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	235,0	237,5	-0,05	1,10	
Marchés des changes	Contre euro (1 € =...devises)	Dollar	1,12	1,12	1,17	4,0	3,9
		Sterling	0,85	0,90	0,91	7,7	0,9
		Yen	121,8	120,3	123,7	1,6	2,9
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1167	1205	1201	3,0	-0,3
		Real brésilien	4,0	5,4	5,2	29,8	-2,4
		Rouble	62,1	69,0	71,7	15,5	3,9
		Roupie indienne	71,4	75,7	74,8	4,8	-1,1
		Yuan	7,0	7,1	7,0	0,8	-0,8
Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	3084	3216	-0,5	4,3
		Japon - Nikkei 300	352	323	326	-7,4	0,9
		France - CAC 40	5978	4919	4956	-17,1	0,8
		Allemagne - DAX	5971	5302	5576	-6,6	5,2
		Zone euro - MSCI EMU	132	114	117	-11,5	2,7
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	6147	6124	-18,8	-0,4
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2112	2200	1,2	4,2
		Brésil - Bovespa	118573	95983	102382	-13,7	6,7
		Russie - MICEX	3076	2761	2863	-6,9	3,7
		Inde - SENSEX	41254	34842	38129	-7,6	9,4
		Chine - Shanghai	3050	2980	3197	4,8	7,3
		Hong Kong - Hang Seng	28190	24782	24705	-12,4	-0,3
		MSCI - BRIC	1129	1039	1104	-2,2	6,2
	Euro	S&P (€)				-4,3	0,4
		Nikkei 300 (€)				-8,9	-1,9
		FTSE 100 (€)				-24,6	-1,2
Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	317	326	-15,9	2,8
		Indice CRB**	402	362	374	-6,9	3,2
	Energétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	41	43	-34,3	5,6
	Métaux précieux	Prix de l'once d'Or	1523	1762	1898	24,6	7,7
		Prix de la tonne de cuivre	6174	5893	6415	3,9	8,9

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.